

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 24/01/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DU SUD OUEST SAS

avenue du Père Daniel Brottier
31600 Muret

Références : SV/2023-1408
Code AIOT : 0006801895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement CARRIERES DU SUD OUEST SAS implanté Le Ramie et la Cote 82250 Laguérie. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU SUD OUEST SAS
- Le Ramie et la Cote 82250 Laguérie
- Code AIOT : 0006801895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2008. Son autorisation est valable jusqu'au 10 janvier 2038. La superficie totale est d'environ 15 ha. La production moyenne annuelle et le rythme de production n'excèdent pas l'équivalent d'une production annuelle de 400 000 tonnes. Pour des chantiers spécifiques à durée limitée, le rythme de production peut être

équivalent à une production de 600 000 tonnes/an.

L'exploitation de roches amphiboles se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers.

Depuis la précédente visite d'inspection, l'exploitant a remplacé les installations tertiaires par une installation d'un groupe mobile fixe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 décembre 2022
- vérification de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 2008, relatives à la prévention des pollutions, les poussières, les rejets aqueux, les vibrations ;
- prescriptions sécheresses de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2023 ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Les bords des excavations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.§I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Prélèvements d'eau utilisées	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	PC4 –Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	PC5 – Émissaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
11	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.§II	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Bilan environnemental	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3	/	Sans objet
6	Gestion des transports	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 30	/	Sans objet
7	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 31	/	Sans objet
10	PC6 – Arrêté d'autorisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé de nombreux investissements concernant la gestion de l'eau, et a amélioré sa gestion au quotidien de l'exploitation de la carrière. Une attention particulière doit être portée sur les émissions de poussières dans l'air des installations de traitement qui le jour de la visite produisaient un nuage important.

L'exploitant doit continuer ses aménagements pour pouvoir exploiter le site conformément à la réglementation et à son arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 23/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que la clôture provisoire n'a pas été remplacée par une clôture pérenne. En effet, du fait du remplacement des installations tertiaires. Le bassin servant à sécher les boues de décantation va être supprimé définitivement. Les boues sont en cours de séchage, et vont servir à la remise en état de la carrière, ce bassin une fois vidé sera remblayé avec des stériles d'exploitation, pour en faire un parking pour le personnel (échéance prévue au 31 mars 2024 pour avoir effectué ce remblaiement).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les eaux de ruissellement sur le parking susceptibles d'être polluées devront être collectées vers un dispositif de traitement approprié avant rejet vers le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Les bords des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Les bords des excavations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2023
Prescription contrôlée : <p>14.1. Exploitations à ciel ouvert :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit</p>

pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que l'extraction respecte bien la distance minimale de 10 m par rapport aux limites ICPE d'origine (le long de la route départementale).</p> <p>Suite à des travaux sollicités par le Conseil départemental (création d'un tourne à gauche), la route a empiété sur la carrière, et a ainsi réduit la distance entre la zone d'extraction et la route à zéro au niveau du portail.</p> <p>Une rétrocession de ces terrains (à titre gracieux) est en cours avec le CD82 et le recalage des limites ICPE va être intégré sur le plan de bornage et le plan d'exploitation à venir (fin novembre 2023).</p> <p>Concernant les travaux de purge (bon de commande n° C400552895 (Signé numériquement le 6 juin 2023), ceux-ci ont été effectués en juin 2023, par l'entreprise PUECHOULTRES.</p> <p>L'exploitant a montré le bon pour accord signé et la facture de la prestation.</p> <p>L'inspection propose de lever la mise en demeure concernant ce point.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que la bande des 10 m est bien respectée sur l'ensemble du périmètre ICPE de la carrière et notamment au niveau des bornes n° 821 à 834 et 842. En cas de non respect, l'exploitant transmettra une étude de la stabilité des fronts ne respectant pas ce retrait.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>18.1. Prévention des pollutions accidentelles :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'aire de ravitaillement a été mise en fonctionnement en 2023, et qu'elle est reliée à un séparateur hydrocarbures.</p> <p>L'inspection constate l'absence de caniveau ou bordure sur trois cotés.</p> <p>L'exploitant précise que l'aire de ravitaillement est en forme de diamant relié en point bas au séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier le dimensionnement du débourbeur – déshuileur associé à l'aire de ravitaillement pour traiter les eaux pluviales susceptibles de ruisseler sur cette</p>

aire en l'absence d'interception par un caniveau sur sa périphérie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Prélèvements d'eau utilisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1									
Thème(s) : Autre, Quantité prélevée									
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés.</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour établir les éléments mentionnés ci-dessus.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>									
				Débit de prélèvement maximal journalier (m ³ /jour)					
				Niveau de gestion sécheresse,					
				Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	
Cours d'eau	L'Aveyron	Sandre 0560	15 000 m ³ /an	66 m ³ /j	66 m ³ /j	45 m ³ /j	7 m ³ /j	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements	
Réseau AEP			700 m ³ /an	3 m ³ /j	3 m ³ /j	3 m ³ /j	3 m ³ /j	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements	

Constats :

L'exploitant présente le relevé de la consommation d'eau pour l'année 2023.

L'exploitant ne réalise pas de synthèse mensuellement, mais il précise qu'il va mettre en place ces synthèses en fin de période d'étiage.

L'exploitant constate l'existence d'éventuel problème avec les compteurs à ailettes, et précise qu'il va être vigilant lors de ces contrôles.

Il précise que de nombreux investissements ont eu lieu en 2023 concernant notamment la réfection du réseau d'eau, le remplacement des compteurs, la mise en place de l'arrosage automatique au niveau de la trémie primaire et l'amélioration de l'arrosage pour l'installation primaire et secondaire (plomberie, cuve tampon, électricité)).

L'inspection constate que la quantité d'eau prélevée dans l'Aveyron est de 9 977 m³ au 30 septembre 2023.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit réaliser une synthèse annuelle des informations prescrites dans l'article 1 de l'arrêté du 23 juin 2023, il précisera la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Bilan environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan après chaque période estivale

Prescription contrôlée :

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant précise que cette analyse va être réalisée à la sortie de la période d'étiage (soit après le 31 octobre 2023).

L'exploitant précise qu'il transmettra le bilan environnemental 2023 au cours du 1^{er} trimestre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des transports

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 30
Thème(s) : Autre, Véhicules sortant du site
Prescription contrôlée : [...] Le poids total autorisé en charge des véhicules doit être respecté. Les véhicules poids lourds chargés de produits fins passent sous un portail d'arrosage puis sont obligatoirement bâchés avant leur départ du site. [...]
Constats : L'exploitant arrose seulement les véhicules non pourvus de bâche. L'inspection rappelle à l'exploitant que tous les véhicules chargés de produits fins doivent être arrosés comme prévu par l'arrêté préfectoral. L'exploitant précise que le poids est renseigné informatiquement. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de procédures écrites pour la personne en charge de la bascule. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer du respect des PTAC /PTRA des véhicules sortant du site, et conseille à l'exploitant de formaliser la procédure de contrôle des véhicules sortant. Par transmission du 9 octobre 2023 l'exploitant a transmis les affiches mises en place rappelant les règles relatives au respect du PTAC/PTRA des véhicules sortants du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 31
Thème(s) : Autre, communication lors des tirs de mines et contrôle des vibrations
Prescription contrôlée : [...] La Mairie de Laguëpie doit être prévenue 2 jours avant des jours et heure des tirs d'explosifs. L'information est transmise par fax. [...] Lors de chaque tir de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées due à son activité. Les résultats de ces mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les maisons avoisinantes, la vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 10mm/s. Cette vitesse s'obtient par un signal mono fréquentiel, en pondérant la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22 de l'arrêté du 22/09/94.
Constats : L'exploitant précise qu'un tir de mine a été réalisé le 15 septembre 2023, l'information a été transmise à la mairie le matin même. Lors du dernier tir, l'exploitant a mis en place un sismographe, mais celui du prestataire n'a pas déclenché et après analyse celui-ci était en panne.

L'inspection constate que l'ensemble des tirs réalisés en 2023 ont un niveau de vibration inférieur à 5 mm/s, dans le respect de la réglementation applicable..
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC4 –Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les dernières analyses ont été effectuées en octobre 2022. L'exploitant précise que depuis ces analyses la gestion des eaux de ruissellement a été complètement revue. L'inspection demande à l'exploitant la transmission des analyses effectuées en 2023 sur l'ensemble des points de rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : PC5 – Émissaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de rejets référencés ne sont pas équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place ce type de dispositif ou de justifier la non nécessité d'en installer.</p>

<p>Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence d'un cheminement d'eau de ruissellement vers le milieu naturel (après le virage permettant l'accès à la partie haute de la carrière) non prévu par l'exploitant au niveau de l'ancienne verse à stérile.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de reconstituer le merlon au niveau de ce rejet non autorisé et de canaliser correctement les eaux de ruissellement en provenance de la piste par la mise en place de dispositif de type caniveau afin de pouvoir intercepter l'ensemble des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : PC6 – Arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet.</p> <p>Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet direct vers le cours d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, propreté des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a modifié ses installations tertiaires, et a mis en place une installation mobile à poste fixe en lieu et place des anciennes qui ont été démantelées.</p> <p>L'inspection constate que ces nouvelles installations sont à l'origine d'une émanation importante de poussières dans l'atmosphère (nuage de poussières) au niveau des bandes transporteuses, trémie d'alimentation. Des amoncellements de fines sont visibles et caractéristiques d'un abatage des poussières insuffisant.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin de régler ce</p>

problème dans les meilleurs délais et ce avant les prochaines périodes les plus défavorables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que certaines rétentions présentent en fond un liquide et des amas de résidus (voir planches des photographies).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le volume disponible des rétentions doit toujours être en adéquation avec les produits qui y sont entreposés. De plus, un nettoyage doit être réalisé autant que de besoin.</p> <p>Par ailleurs tous les contenants de produits liquides polluants issus de l'entretien des véhicules au niveau de l'aire de lavage doivent être pourvus d'un dispositif de rétention.</p> <p>L'exploitant justifiera que l'ensemble des produits susceptibles de provoquer une pollution du sol sont sur dispositifs de rétention et à l'abri des eaux météoriques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la norme NFX 43-014 (2017)
Prescription contrôlée : <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
Constats : <p>L'inspection constate la présence de jauge pour la campagne de retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>L'inspection constate que les jauges installées ne sont pas des jauges de type "OWEN" du fait de l'absence d'entonnoir sur le dispositif mis en place. De plus l'inspection constate la présence de végétation à proximité immédiate de la jauge.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les jauges installées sont conformes à la norme NFX 43-014 susvisée et que leurs installations respectent les règles d'implantation précisées dans la dite norme.</p> <p>Du fait que les jauges installées ne sont pas des jauges de type OWEN comme mentionnées dans le plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement, et du non respect de la norme pour leur implantation, la fréquence de contrôle doit redevenir trimestrielle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours